



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation de la filière sucrière

Question au Gouvernement n° 1750

Texte de la question

SITUATION DE LA FILIÈRE SUCRIÈRE

M. le président. La parole est à M. Bertrand Bouyx.

M. Bertrand Bouyx. Monsieur le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, vous avez été interpellé la semaine dernière par les parlementaires normands au sujet de la situation particulièrement inquiétante de la sucrerie de Cagny. En effet, l'entreprise allemande Südzucker a annoncé brutalement sa décision de transformer cette usine en site de stockage. Les conséquences de ce choix seraient dramatiques : quatre-vingt-dix emplois directs supprimés, ce sont autant de drames personnels. Toute la filière sucre – agriculteurs, saisonniers, transporteurs, commerces et services – serait affectée et plusieurs centaines d'emplois indirects menacés.

Nous sommes tous conscients de l'urgence d'agir efficacement. Vous avez dès la semaine dernière rencontré les acteurs de la filière, et une réunion a été organisée avec vos services et les parlementaires concernés par ce dossier. C'est aujourd'hui auprès des dirigeants de la société Südzucker qu'il faut porter la voix des salariés, des agriculteurs et de tous les acteurs de la filière du sucre en France.

Aujourd'hui, les parlementaires de la majorité sont pleinement mobilisés avec vous pour défendre non pas la filière sucrière normande mais toute l'industrie sucrière française.

M. Fabien Di Filippo. Cela ne se voit pas !

M. Bertrand Bouyx. Ce dossier mérite que tous les élus, chacun à leur niveau, s'investissent pleinement dans ce combat pour sauver nos emplois, par-delà les postures politiciennes. Je ne doute pas que chacun saura prendre ses responsabilités.

Monsieur le ministre, pouvez-vous indiquer à la représentation nationale quelles actions vous comptez mener auprès de l'entreprise Südzucker pour défendre les intérêts des salariés, agriculteurs et de tous les acteurs de la filière sucrière française, mais également pour s'assurer que celle-ci respecte ses obligations ? Pouvez-vous nous assurer que les parlementaires et les élus des collectivités locales concernées seront étroitement associés à ce dialogue, qui ne doit être guidé que par la volonté de sauver nos emplois ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Depuis plusieurs semaines, le Gouvernement est tout entier mobilisé dans cette affaire. La filière betterave est en jeu. À la suite des questions posées la

semaine dernière par Mme Laurence Dumont, M. Stéphane Demilly et M. Sébastien Leclerc, nous nous sommes engagés à suivre le dossier de près. M. le Premier ministre a été interpellé à plusieurs reprises par les dirigeants de Südzucker. Au-delà de cette entreprise, il faut d'ailleurs évoquer plus largement l'ensemble de la filière, notamment Cristal Union et Tereos.

La semaine dernière, nous avons en effet reçu les parlementaires concernés, ainsi que l'ensemble de la filière. Demain après-midi, je recevrai le président et les cadres de Südzucker pour faire le point avec eux. Je ferai le point ensuite avec les parlementaires.

Nous devons aider la filière à reprendre de la force. La décision de Südzucker est ce qu'elle est, mais nous devons travailler tous ensemble pour prouver que la filière betterave est viable dans notre pays. *(M. Jean Lassalle applaudit.)* Merci, monsieur Lassalle. *(Sourires.)*

Il faut aussi être conscient que les cours s'effondrent, qu'il y a une surproduction. C'est la raison pour laquelle nous allons essayer d'établir une stratégie. Personne ne sera oublié, et les présidents de région seront à mes côtés pour rencontrer les dirigeants de Südzucker ; je rencontrerai ensuite les parlementaires et les présidents de département concernés. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [M. Bertrand Bouyx](#)

Circonscription : Calvados (5^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1750

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture et alimentation

Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 mars 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [13 mars 2019](#)